

*La question controversée de l'immigration*

## Plaidoyer de l'économie: ouverture des marchés et formation ciblée

La Suisse n'est pas le seul pays aux prises avec des questions d'immigration. Mais les approches de cette problématique, de ses nécessités et de ses conséquences, ne sont pas les mêmes partout, comme l'ont montré les participants au Forum Europe de Lucerne. Les représentants de l'économie suisse ont plaidé quant à eux pour une ouverture du marché du travail renforcée, en exigeant néanmoins un engagement plus marqué en faveur de la formation des travailleurs suisses. **Par Daniela Baumann**



Illustration: Forum Europa Lucerne

*Le monde en mouvement: trois pour cent de la population mondiale vivent hors de leur pays d'origine.*

«Chacun est directement ou indirectement concerné par la migration», a souligné au Forum Europe de Lucerne Khalid Koser, du Centre de Politique de Sécurité (Center for Security Policy) de Genève, à propos de ce phénomène mondial. Il y a sur notre planète 214 millions de migrant(e)s, soit 3 pour cent de la population mondiale, définis comme tels pour avoir, selon la définition officielle, vécu plus d'une année hors de leur pays d'origine. L'Europe accueille environ un tiers d'entre eux, soit 70 millions de personnes.

### **La recherche de travail: principal moteur**

Comme l'a montré Khalid Koser, les raisons à l'origine des mouvements migratoires actuels sont nombreuses. On peut la considérer entre autres comme une

réponse aux inégalités croissantes observées dans le monde en termes de développement, de démocratie et de démographie. L'intervenant a aussi nommé les nouvelles possibilités de communication et de transport, qui permettent à des gens toujours plus nombreux de découvrir la vie dans d'autres pays et de voyager à des prix plus avantageux que jamais. Enfin les personnes désireuses d'émigrer profitent des réglementations d'immigration simplifiées qui ont cours aujourd'hui – surtout pour les professionnels qualifiés et recherchés. Autre aspect signalé: celui des filières de passeurs, qui font gagner beaucoup d'argent à quelques-uns.

Si de nombreux facteurs concourent à alimenter les flux migratoires, M. Koser en distingue un tout spécialement: «Dans le monde, la plupart des gens

émigrent parce qu'il n'y a pas suffisamment de travail dans leur pays ou parce qu'ils espèrent en trouver un meilleur là où ils vont.» Et le doyen scientifique du «Geneva Center for Security Policy» d'évoquer la segmentation des marchés du travail dans les économies très développées. Le personnel domestique se détourne des travaux salissants, pénibles et dangereux, pour leur préférer les indemnités de chômage. Les branches concernées ont donc tout particulièrement besoin d'immigrants.

### **L'immigration augmente la productivité et la croissance**

L'économie suisse est également tributaire du personnel étranger. Les enquêtes de l'Université de Bâle sur les conséquences de la libre circulation des personnes le confirment. Notre écono-

mie n'en a subi aucun inconvénient en termes de salaires et de chômage, affirme George Sheldon, professeur d'économie industrielle et spécialiste du marché du travail à Bâle. «Parce que depuis près de 20 ans, entre surtout en Suisse du personnel bien formé, la libre circulation des personnes a même un effet net positif».

Les gains de productivité du travail de la population active s'expliquent ainsi grâce au renforcement de l'immigration de personnel très qualifié. Tant il est vrai que la productivité d'une personne active augmente avec le nombre de ses années de formation. Et avec le niveau de formation de la population active progresse aussi le rythme de croissance de l'économie. Enfin, rappelle Sheldon, le fisc helvétique en tire profit. Les actifs étrangers en Suisse versent globalement davantage de cotisations aux assurances sociales qu'ils n'en reçoivent de prestations et ils ne coûtent rien en formation universitaire. «Ces immigrés très qualifiés laissent à l'étranger la charge de leur formation pour laisser entièrement à la Suisse le bénéfice de celle-ci.»

### Il y a immigrant et immigrant

Si l'utilité économique de l'immigration est incontestable pour la Suisse comme pour l'Europe, ses répercussions sociales et les inquiétudes afférentes de la population ne peuvent pas non plus être passées sous silence. Les Etats choisissent diverses voies pour affronter ce dilemme, comme l'ont exposé les représentants des gouvernements de Suède et des Pays-Bas à Lucerne.

Alors que la Suède a assoupli il y a trois ans ses dispositions restrictives à l'égard des immigrants en provenance d'Etats tiers, les Pays-Bas ont décidé l'an dernier de durcir leur politique d'immigration, en créant deux grandes catégories de migrants. «Seuls sont les bienvenus ceux qui fournissent un apport positif aux Pays-Bas», a ainsi déclaré l'ambassadeur Bert Twaalfhoven. «Pour savoir qui peut entrer et qui n'y est pas autorisé, nous appliquons le critère le plus simple qui soit: celui du revenu», poursuit celui-ci. Pour les migrants porteurs de connaissances et les spécialistes très qualifiés, la procédure d'ad-

mission a été fortement simplifiée. Lorsqu'une entreprise désire recruter une personne de l'extérieur de l'UE, celle-ci peut en quinze jours obtenir le feu vert des autorités et voir réglées l'ensemble de ses formalités de séjour.

Christina Springfeldt, directrice générale adjointe du Département suédois des migrations et de l'asile, a présenté la législation sur les migrations de son pays comme «le système le plus ouvert et le plus libéral de l'OCDE». Il est fondé sur la conviction que les employeurs sont les mieux à même de connaître leurs besoins en personnel. Le système

## «La plupart des personnes qui émigrent le font pour chercher du travail»

se pilote entièrement en fonction de la demande: les employeurs sont en principe libres de recruter leur personnel où ils l'entendent, à condition qu'ils mettent les postes vacants au concours prioritairement dans les Etats de l'UE-/AELE et que les autorités de migration attestent de la conformité des conditions d'embauche avec les normes prévalant en Suède. Après quatre années passées en Suède, une autorisation de séjour permanente peut être délivrée au travailleur.

### Pression concurrentielle en hausse

«Les expériences faites jusqu'ici montrent que notre politique d'immigration libérale ne s'est pas traduite par un afflux massif de travailleurs immigrés», a déclaré Mme Springfeldt, citant les résultats d'une étude de l'OCDE. Laquelle arrive aussi à la conclusion que les salaires ne sont pas tombés sous pression: dans l'ensemble, au contraire, les entreprises auront même versé des salaires plus élevés avec les travailleurs immigrés que sans ceux-ci. En matière de politique de migration, la Suède a certes une longueur d'avance sur la voie de l'ouverture par rapport à d'autres pays, a précisé la magistrate suédoise, qui a

toutefois ajouté: «A l'avenir, nous allons devoir nous confronter plus durement aux autres pays d'Europe dans la guerre pour les meilleurs cerveaux.»

Le fait que la Suisse doive aussi s'imposer dans cette concurrence pour le personnel qualifié a été mis en relief dans un débat d'estrade avec des représentants économiques de diverses branches. Arne-C. Faisst, CEO de l'entreprise de technologie médicale Mathys SA, à Bettlach (SO), a signalé, par exemple, qu'il devient plus difficile de recruter des ingénieurs en Allemagne. Pour garder ses spécialistes chez lui, notre voisin du nord s'est mis à leur verser des salaires plus élevés que ceux de l'économie suisse.

Même situation, à peu de choses près, pour les professions de la santé, comme l'a constaté Raymond Loretan, président du CA du réseau de cliniques privées Genolier. «La santé est un domaine en croissance. Nos voisins ont les mêmes besoins que nous et la concurrence se durcit.» Il est d'autant plus important de chercher à assurer et développer correctement notre propre croissance, a souligné pour sa part Alain M. Ritter, chef RH chez Georg Fischer Piping Systems, qui voit «un potentiel largement sous-exploité dans le renforcement de la collaboration de l'économie avec des instituts de formation».

### Clause de sauvegarde: impact symbolique négatif

Les participants au débat ont été unanimes pour considérer que le recours à la clause de sauvegarde à l'égard de l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE comporte un aspect symbolique très négativement connoté à l'étranger, eu égard notamment à l'attractivité de la place helvétique. Cette décision du Conseil fédéral a signalé à certains travailleurs étrangers potentiels qu'ils ne sont pas les bienvenus en Suisse. Plutôt que l'isolement, les représentants de l'économie exigent une ouverture encore plus prononcée du marché du travail. Car, pour citer Raymond Loretan: «Nous devons aller chercher les meilleurs là où ils sont – même hors d'Europe.» ■